

De la Charybde de l'interrègne à la Scylla de la grande régression

Les élections aux USA et leurs répercussions

André Bleicher

*History to the defeat
May say Alas but
cannot help or pardon.*

*L'histoire de la défaite. On peut dire Hélas
mais on ne peut aider ni pardonner.*

W. H. Auden

1. Ni progressive ni conservatrice, mais régressive — l'ère Trump

Aux heures matinales du 6 novembre, aucun doute n'était plus possible : Donald Trump avait atteint la majorité dans le collège électoral et serait élu par les électrices et électeurs, 47^{ème} président des États-Unis. Mais ce n'est pas tout, les Républicains disposent d'une majorité dans les deux chambres, et donc au Sénat et à la Chambre des députés. Trump peut gouverner sans obstacles. Selon les répondants à l'enquête, il a ainsi conquis les électeurs, parce que beaucoup d'Américains croient qu'ils iront mieux sous sa présidence que sous celle de Joe Biden. En affaires économiques, les lecteurs lui firent plus confiance qu'à Kamala Harris.

Les États-Unis ont connu un développement économique impressionnant pendant la présidence de Biden. En particulier, la loi sur la réduction de l'inflation (*Inflation Reduction Acte : IRA*) de Biden est très différente de la réponse passive européenne à la poussée inflationniste induite par les prix de l'énergie. Les USA ont développé une politique industrielle étudiée avec subtilité qui visait à encourager une production d'énergie neutre en CO₂ et à assurer ainsi les emplois (Bauermann, Stephan & Watt 2024). Bien que l'inflation s'est réduite et que l'économie américaine

ronfle, cela n'est pas ressenti ainsi par une grande partie des électeurs.

Cela semble paradoxal. Le domaine politique même dans lequel l'administration Biden a réussi, l'industrie et la politique économique, devient maintenant l'atout de Trump. L'économie américaine est forte en croissance, innovante et technologiquement dominante. Elle stimule en ce moment l'économie mondiale, quand bien même celles de l'Europe et de la Chine faiblissent. Le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à ce que l'économie américaine connaisse une croissance de 2,8 % en 2025. Si l'on compare la production économique par habitant de la Chine, de l'Allemagne et des États-Unis, il apparaît clairement que l'Amérique a réussi à accroître considérablement son avance. Pourtant ce succès n'a pas été pris en compte dans le bilan de Kamala Harris. Steinberg, McDowell et Ay-lac (2024) identifient l'inflation comme l'une des principales raisons de l'abandon par les démocrates de la politique économique. Le fait que l'on assure aux gens que l'inflation va chuter à 2 % ne les aide guère, affirment les auteurs. Après tout, les prix ont continué à augmenter, bien que dans une moindre mesure, durant ces deux dernières années. Kamala Harris n'a pas réussi – comme Joe Biden en 2020 – à convaincre les électeurs blancs du côté des démocrates à une échelle significative.

Les ouvriers forment un groupe d'électeurs sur lesquels le parti démocrate avait pu se reposer de longues années. Or, il s'est effectivement détaché de lui — pour la seconde fois déjà depuis 2016. Pire encore : on ne reconnaît guère comment le parti démocrate pourrait reconquérir ces électeurs. Le

second succès électoral de Trump ne peut plus être pris en compte à l'instar d'un « accident politique ». Au lieu de cela, c'est un paragon qui est en train de se former : deux siècles et demi durant, la politique américaine fut marquée par une alternance régulière de périodes progressives et conservatrices. Pourtant la discussion se produisait toujours à l'intérieur d'un champ défini comme démocratie libérale. Les valeurs centrales de la liberté, de l'égalité et de l'état de droit étaient adressées par les deux acteurs politiques des USA et les documents constitutionnels des Pères fondateurs jouissaient du Statut d'Écriture Sainte citoyenne.

2. Le retour du bonapartisme

Depuis 2016, un changement se déroule ; les événements y renvoient à une autre qualité. Trump attaque les fondations institutionnelles très solides des USA. Ses partisans tolèrent, se réjouissent même, de ses attaques aux normes, lois, voire aussi à la Constitution. Campagnes chaotiques et passions incontrôlées remplacent les arguments politiques. Ce n'est pas un critère de politique conservatrice, au contraire, cela répond d'un tournant réactionnaire. Les partisans de Trump refusent le changement, qu'a fait naître la globalisation des 50 dernières années. Ils s'opposent à la perte des emplois industriels et à la dynamique d'une économie de l'information, dont ils ont besoin encore comme consommateurs. Ils protestent contre l'immigration et contre la divergence croissante entre les métropoles et l'espace rural, contre la fin de la famille traditionnelle et contre la montée de groupes autrefois privés de leurs droits et enfin contre le déclin de l'influence

des Blancs dans la population américaine. Avec sa mise en scène de soi-disant rédempteur, Trump fait croire à ses électeurs qu'il peut arracher le pouvoir aux « élites », aux « intrus » et redonner le pouvoir aux groupes dominants d'autrefois — les Américains « authentiques » (Packer 2024). Cela indique bien sûr quelque chose de substantiellement différent qu'une simple insatisfaction à l'égard de la gestion de l'inflation. Dans sa première présidence, Trump pouvait encore être accompagné par l'*establishment* républicain, toutefois il a acquis à présent une hégémonie sur le parti républicain. Faisons-nous l'expérience d'un retour au bonapartisme ? Un meneur politique qui place son pouvoir propre au même niveau que la volonté de son peuple et remet en cause la séparation des pouvoirs ?

La vengeance des dépendants

La théorie du bonapartisme est basée sur la célèbre analyse de Marx des luttes de classes en France. Dans son texte brillant, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Marx a expliqué la montée du futur empereur à l'appui d'une mise au même niveau des classes antagonistes (Marx 1982, pp.11-207).¹ La force du nouveau mouvement était encore trop faible, par rapport à ce à quoi la révolution de 1848 eût pu apporter, celles de la restauration, par contre, n'étaient plus assez forte encore pour pouvoir restaurer les anciennes conditions. Le bonapartisme est donc une forme de domination, qui naît des circonstances dans la relation chargée de tension entre le capitalisme et la démocratie dans un *interregnum* stationnaire : dans une tel temps d'interrègne, d'une révolution sociale défailante, les membres marginalisés des classes dominées ont tendance à déléguer leurs intérêts.

1 Il est à noter que le fleuron de la maison d'édition Springer, *Die Welt*, a, le 3 décembre 2024, sous le titre : *Le livre de Marx qui explique le second mandat de Trump*, braqué les projecteurs de la théorie de Marx sur le Trump bonapartiste.

Ceux qui restent dans cet interrègne Obama-Biden, ne sont pas seulement les ouvriers de l'industrie, mais aussi les cadres, les petits entrepreneurs et tous ceux dont les moyens de subsistance dépendaient de la production industrielle dans la *Rust Belt* [La ceinture rouillée] et le Sud des États-Unis. La désindustrialisation a saigné à blanc des régions entières et détruit la population rurale par le chômage. L'expérience du déclin social est exacerbée par les blessures infligées par un moralisme prétendument progressiste, qui les qualifie systématiquement de culturellement arriérés et peu innovants. Avec leur refus de la globalisation les électeurs de Trump se sont aussi tournés contre le cosmopolitisme de la gauche libérale ? Pour beaucoup d'entre eux il n'y avait plus un grand pas à faire pour reprocher leur détérioration des conditions de vie au politiquement correct, les êtres humains de couleur noire, les immigrants et les Musulmans. On a souvent taxé les électeurs de Trump de « *fools* / imbéciles », comme de cinglés, qui ne seraient pas en situation de dominer du regard celui qu'ils ont mis au pouvoir avec Donald Trump. Pourtant cette imputation tombe à court. Mais cette attribution est insuffisante. S'agissait-il de rompre fondamentalement avec la « politique du moindre mal » ?²

La sociologue US-américaine, Arlie Russell Hochschild (2017 & 2024a) a placé au centre de ses travaux, la complexité émotionnelle des électeurs de Trump. Elle décrit la perte d'une manière de

2 La nuit des élections, le sénateur indépendant — réélu — de l'État du Vermont, Bernie Sanders, s'est exprimé dans une analyse électorale et a expliqué que le Parti démocrate avait laissé tomber les travailleurs et qu'il ne devrait pas être surprenant que les travailleurs rejettent le Parti démocrate à leur tour. À la lumière des politiques économiques décrites par Biden, cela peut sembler grossièrement exagéré et injuste envers la candidate Harris, mais ce qui est correct dans le jugement de Sanders, c'est que Harris n'a pas su mobiliser les électeurs blancs comme Biden l'avait fait en 2020.

vivre comme étant l'élément central fondateur d'identité. Les partisans de Trump sont découragés ou déprimés. Ils aspirent à la fierté mais ne ressentent que de la honte. Ils ne ressentent plus les USA comme étant leur pays. Avec d'autres, qui ressentent la même chose, ils se sentent désormais remplis d'espoir et de joie par Trump qui leur donne des « ailes ». Comme par miracle, ils ne sont plus des étrangers dans leur propre pays. Sur le plan émotionnel, quelque chose d'autre s'est produit dans les campagnes électorales de Trump, qui agissait comme lorsqu'on craque une allumette sur de l'amadou sec. L'exaltation collective lors de ses événements fut alimentée par le soulagement d'être libéré des entraves, des expressions et des idées politiquement correctes. « En finir avec le politiquement correct ! », a crié Trump. Ce faisant, il s'est non seulement débarrassé d'une multitude d'attitudes « politiquement correctes », mais il a également libéré ses disciples des « règles émotionnelles », c'est-à-dire des idées morales relatives au comportement correct envers les Noirs, les femmes, les immigrés et les homosexuels. Et ce faisant, il a permis de rompre avec le néolibéralisme progressiste de l'interrègne.

Honte, fierté et la montée du trumpisme

Arlie Russell Hochschild (2024b) explique avec précision comment Trump s'adresse aux groupes d'électeurs et les conquiert : « Il suppose que ses partisans blancs de la classe ouvrière ont honte, comme il le sait lui-même. Parce qu'il leur propose un rituel anti-honte en quatre étapes. Dans la première phase, il dit quelque chose qui dépasse les limites. Par exemple : « tous les immigrants empoisonnent le sang des Américains », ou : « ils mangent nos animaux de compagnie ». Dans la deuxième phase, les fabricants d'opinions critiquent Trump pour sa déclaration qui franchit les limites. Dans un troisième temps, il devient une victime des critiques : « Regardez, comme je souffre. Ils sont tous contre moi. Vous, mes *followers*, savez-vous ce que l'on

ressent ? Ils ne sont pas après vous aussi ? Mais je m'en occuperai — pour vous ». Dans la quatrième phase, arrive la grande rébellion : « je vais me venger. Je triompherai et vous pourrez triompher avec moi. Je vise la gauche. Je cible le gouvernement, le *deep state* [l'État profond, ndt], les immigrés, les noirs, les femmes. »

Les démocrates se sont développés en un parti en conformité aux institutions établies. Une grande partie de leur base, se trouve dans les grandes villes, est hautement qualifiée et économiquement assurée et amicale avec le gouvernement. Cette nouvelle orientation s'accomplit depuis le début des années 1970 : les démocrates revendiquent désormais l'ancienne base républicaine des professionnellement actifs disposant d'une formation universitaire. Les Républicains, par contre, ont pris la place des Démocrates de plus en plus comme un parti de la classe ouvrière. Aussi longtemps que globalisation, technologie et immigration furent considérées, non seulement comme inévitables, mais encore à l'instar de forces positives, le parti démocrate semblait *surfer* sur la vague de l'histoire, alors que les Républicains étaient dépendants d'un *pool* de vieux électeurs blancs se ratatinant dans des villes mourantes. Pourtant, au plus tard après la crise financière de 2008, (Hochschild, 2016), cela changea fondamentalement. Les années après la grande récession à laquelle succéda un long déclin, ne désolèrent pas seulement l'économie traditionnelle du pays, mais plus encore sa culture politique. Les dépendants se sentirent étrangers dans leur propre pays et ils s'opposèrent de manière de plus en plus hostile et directe au premier président noir des USA.

Hochschild identifie trois convictions profondément ancrées que partagent les électeurs de Trump : Premièrement, la conviction que politique et économie sont manipulées au profit d'une élite détachée. Deuxièmement, la conviction que la classe moyenne, à laquelle on appartenait autrefois, est en train de disparaître de plus en plus et il faut s'accommoder de son appauvrisse-

ment. Troisièmement le sentiment croît qu'il n'y a aucune sorte d'institutions qui puisse arrêter cette tendance. Sur cette narration, Trump a construit sa campagne avec la formule : « *Make America Great again ! (le MAGA)* »

Le comportement de Trump, dans les dernières semaines de la campagne électorale ne promettait aucune seconde présidence cohérente. Comme avant, il était entouré d'idéologues, d'opportunistes et d'imprévisibles cinglés. Étant donné qu'il n'a aucun intérêt à gouverner, ces derniers remplissent le vide qu'il laisse derrière lui et s'agressent mutuellement. Eu égard à la majorité républicaine dont il dispose au Congrès, Trump pourra désormais gouverner librement sur des questions telles que l'avortement et l'immigration. Comme en 2016 déjà, sa politique économique favorisera les affiliés du parti parmi les plus dans l'aisance — au détriment de la population la plus pauvre qui l'a élu. Trump, à l'approche de ses 80 ans, pourrait redevenir le président le plus impopulaire de l'histoire du pays. Entre temps toutefois, il dispose d'un énorme espace de jeu devant lui pour enrichir son pouvoir, sa vengeance et mésuser du démantèlement de l'ordonnancement des institutions.

Ordre nouveau —

Atteinte à la séparation du pouvoir

À la différence de la première présidence Trump, il s'est lui-même bien préparé ainsi que la communauté de ses partisans. Depuis qu'il avait quitté la Maison blanche, en 2021, un réseau de partisans et d'activistes ont planifié son retour. Beaucoup d'entre eux sont des vétérans de sa première gouvernance, qui veulent empêcher que le dessein du président échoue par des collaborateurs sceptiques et par la bureaucratie ministérielle à la Maison blanche. Depuis des années, ils s'efforcent en vue de meilleures conditions de départ de son second quinquennat de présidence : afin que le personnel, l'agenda propre, le soutiennent de manière inconditionnelle. Des experts juridiques indiquent comment on peut contourner les restrictions institution-

nelles et juridiques pour assurer le pouvoir exécutif. Et tout particulièrement des dispensateurs qui sont particulièrement utiles dans le combat pour l'opinion publique.

Une pierre de construction essentielle des plans pour l'ordre nouveau c'est ce qu'on appelle la directive « *Schedule [Programme] F* ». Avec celle-ci le cercle des employés de l'appareil d'état, qui peuvent être nommés personnellement par le président et aussi destitués, a été fortement élargi. C'est totalement dans l'esprit de la « théorie de l'exécutif unitaire » et du MAGA des Républicains. Les partisans de celle-ci interprètent l'article II de la Constitution américaine à leur façon. Le président concentre le pouvoir gouvernemental. Cela contredit cependant un principe fondamental de la Constitution-US — la division du pouvoir. Même la philosophie républicaine elle-même, celle du parti républicain, se voit ainsi remise en cause, et le « *small, limited government / gouvernement restreint et limité* » se trouve aussi remise en question. Cela correspond exactement au « *Projekt 2025* » avisé comme une « *Orbanisation* » des USA. Pour la gouvernance élu il n'est plus censé y avoir de restriction, les mécanismes du contrôle démocratique sont ainsi bel et bien « sortis de leurs gonds ».

3. Contre-mouvements polanyiens régressifs (*)

Dans *La grande transformation* (1995), le sociologue Karl Polanyi se confronte avec les transformations de l'économie et de la société au 19^{ème} et 20^{ème} siècles, jusqu'à l'éclatement de la seconde Guerre mondiale. Pour l'analyse de la dynamique de la société et le marché, il y développait le concept de « mouvement double ». Ainsi sont caractérisés un mouvement et un contre-mouvement (Polanyi 1995, p.182) qui

(*) Cependant, dans son œuvre majeure acclamée internationalement, *La Grande Transformation*, Karl Polanyi nous a laissé une pensée qui nous a inspirés à organiser cette série d'événements et à laquelle elle doit son titre : *les Contre-mouvements*. Voir : <https://www.karlpolanysociety.com/activites/counermovements-event-series/gegenbewegungen/> — ndt.

appréhendent le combat entre marché et société avec leurs inégalités afférentes. Des contre-mouvements sociaux prennent naissance du fait que le foncier, le travail et le capital sont traités comme des marchandises et commercialisés bien que ce ne sont absolument pas des denrées. Or, la croyance en l'auto-régulation du marché met en danger ensuite l'existence et la survie de la société. Cela conduit à une privation et à sa dominance sur le social. Ce développement déclenche dans une mesure globale des contre-mouvements. Ces derniers s'orientent inconsciemment contre la transformation de la société dans une société mercantile et requièrent une protection sociale dans une moindre mesure, face à leurs excroissances polypeuses. Elles peuvent même adopter des formes progressives, mais aussi de nature réactionnaire-nationaliste ou bien, comme dans le cas des mobilisations fascistes, porter des traits carrément terroristes. La question se pose ici : Avons-nous à faire, ici avec Donald Trump, Javier Milei, Victor Orbán, Georgia Meloni et Marine Le Pen, etc., aux produits d'un contre-mouvement régressif ? Et si oui, contre quoi se dirige un tel contre-mouvement ?

« Il n'y en a pas assez pour tout le monde », tel est le titre d'un recueil de textes de Heiner Müller. Le capitalisme, y affirme-t-on de manière provocatrice, est toujours fondé sur le principe de la sélection (Müller 2017, pp. 254 et suiv.). « Il n'y en a pas assez pour tout le monde » pourrait être une directive de cette révolte imaginaire (Steil 1984 ; Weiß 2017) de la droite qui détermine l'agenda politique en de nombreux pays à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe. Tandis que Heiner Müller s'oppose résolument au tri avec le slogan de la Commune de Paris « Tout ou rien » (Müller 2017, p.79). Dans le même temps, la Nouvelle Droite radicalise l'expérience quotidienne de nombreux salariés qui, malgré une prospérité croissante, ne disposent plus de suffisamment de ressources pour tout et pour tous.

Ce populisme, sur la base duquel un contre-mouvement régressif peut

d'abord naître, se laisse interpréter comme un mouvement de type Polanyien. Il se nourrit du « problème des ressources » du capitalisme post-croissance contemporain et se fait passer pour un projet de démocratisation. La révolte populiste apparaît illusoire puisqu'elle vise à une restauration de circonstances qui sont irrémédiablement passées.³ Parce qu'il semble impossible de corriger fondamentalement les relations de distribution perçues comme injustes, les salariés ont spontanément tendance à réinterpréter les conflits entre ceux qui sont au-dessus et en dessous et ceux qui sont à l'extérieur. Le populisme de droite organisé reprend à son compte la tendance à l'exclusion, l'instrumentalise et la radicalise. Il appelle à une prospérité accrue, au travail et à une bonne vie, mais de préférence pour l'*ethnie* : pour un peuple homogène composé uniquement d'autochtones, unis par la naissance, les liens du sang, la tradition et la culture. Le sentiment qu'il n'y en a pas assez pour tout le monde pousse les électeurs à des mouvements régressifs.⁴

3 En faisant référence à la campagne républicaine de 2008, « *Drill baby drill* [Fore, bébé, fore, ndt] », Trump montre la voie du retour au (néo-)fossilisme. Selon ses annonces précédentes, Trump veut réduire la promotion des technologies vertes et a également annoncé un nouveau retrait de la politique climatique internationale — un revers majeur pour les ambitions en vue de respecter la limite de 1,5 degrés de réchauffement climatique. Dans le même temps, alors que l'industrie automobile en Europe, et en particulier en Allemagne, traverse une crise de transformation, la volonté d'abandonner progressivement l'électro-mobilité ou du moins de la retarder augmente également. Trois partis, l'AfD, le BSW et le FDP, ont déjà pris une décision à ce sujet. Le candidat de la CDU à la chancellerie tend lui aussi vers un fossilisme régressif.

4 Dans l'histoire profonde des droits que Hochschild reconstruit, les gens forment une longue file, comme lors d'un pèlerinage, au pied d'une montagne qui symbolise pour eux le rêve américain. Leurs pieds sont fatigués et ils n'arrivent plus à avancer. Mais à leurs

Dans leurs tentatives d'équilibrer le radicalisme du marché et la justice sociale, les représentants des mouvements populistes de droite se révèlent être de véritables « maîtres de l'ambivalence » (Decker 2004, p. 30). Pour ceux-ci il ne semble y avoir aucune contradiction à insister sur les intérêts des travailleurs du pays et leur famille et dans le même souffle, d'exiger des baisses d'impôts massives pour les entreprises. Ce n'est que par la stratégie de cette double rhétorique que les populistes de droite peuvent s'approprier la question sociale à l'instar d'une « matière première problématique ». Le message social-populiste, en tant que tel n'est pas nouveau, mais la dureté, la radicalité et l'absence de compromis, le sont avec lesquelles il est désormais annoncé. Dans la terminologie ami-ennemi du juriste social conservateur nationaliste Carl Schmidt (1888-1985), la migration actuelle des réfugiés est présentée comme une « accaparement des terres » par des envahisseurs non civilisés. La migration est décrite comme un état d'urgence avec un potentiel de guerre civile car elle menace la prospérité et la culture de la population indigène (Kollersohn 2016). Cependant, cette renationalisation de la politique signifie que les inégalités mondiales ne peuvent pas être résolues de manière durable.

4. Le sang des autres — Trump, Poutine, la guerre en Ukraine & la refonte de l'UE

Eu égard aux USA qui, sous Trump, ont entamer la grande régression, l'UE et ses partenaires s'isolent de plus en plus. La nouvelle situation du monde requiert des réponses stratégiques, toutefois — une fois encore — mal pré-

yeux, ils méritent de réaliser le rêve américain. Pour ces personnes, ou du moins c'est ce qu'elles pensent, la préférence est donnée aux minorités migrantes qui, jusqu'à présent — encore une fois c'est ce qu'elles pensent — ont obtenu des résultats bien inférieurs à eux. Par conséquent, ils se comportent négativement envers ces groupes ; leur solidarité se résume au mieux à une faible solidarité de groupe.

parées. Avant l'investiture de Trump, le 20 janvier, le régime de Poutine a mis à profit la phase de transition et il a attaqué l'Ukraine avec une force particulière. Impitoyablement, l'armée russe a détruit les infrastructures énergétiques dans l'ensemble de l'Ukraine, pour continuer de faire souffrir la population civile. Dans sa tentative d'occuper davantage de zones à l'est du pays, elle repousse de plus en plus les défenseurs. Moscou y enregistre des pertes extrêmes, selon des indications occidentales jusqu'à 1500 morts et blessés par jour. À plusieurs reprises, Trump a fait savoir qu'il voulait mettre rapidement fin à la guerre. L'approche disruptive de Trump est largement convaincante en raison des lacunes stratégiques que Jürgen Habermas (2023) a identifiées très tôt dans les actions de l'Occident. Contrairement à la politique de victoire et de paix des Européens du Nord-Est, les objectifs déclarés publiquement de ses plus grands soutiens — en particulier Joe Biden et Olaf Scholz — semblent viser à éviter une défaite de l'Ukraine. Lorsque le Congrès américain a bloqué l'aide à l'Ukraine pendant des mois au cours de l'hiver 2023/24, il est devenu clair que l'Occident est également confronté à des risques politiques intérieurs et à des problèmes de financement — et qu'il n'a certainement pas plus de résistance que le régime de Poutine. Tant qu'aucun des deux camps ne parvient pas à prendre le dessus — ou, dans le cas de l'Occident, ne veut pas y arriver — une fin de la guerre ne sera envisageable qu'après un épuisement général. Pour l'Ukraine, cela signifie une horreur sans fin.

Concessions douloureuses

Sur la base de cette réalité, le président ukrainien, Wolodymyr Zelensky Prépare déjà son pays à de douloureuses concessions. Dans une allocution au Parlement, il déclara, en considération de Vladimir Poutine, âgé de 72 ans : Peut-être que l'Ukraine a besoin de survivre à quelqu'un à Moscou pour atteindre tous ses objectifs. » Dans une conversation avec la chaîne Fox News de Trump, Zelensky a été plus précis : « Nous ne pouvons pas laisser des milliers de nos concitoyens mourir pour

recupérer la Crimée. [...] Nous comprenons que la Crimée doit être reconquise par des moyens diplomatiques. » Zelensky est plus dépendant de Trump qu'il ne le souhaiterait. En matière de politique étrangère, il a déjà adopté la logique du négociateur autoproclamé et a proposé un contrôle des investissements : les États-Unis pourraient ainsi contrôler quelles entreprises étrangères seraient actives en Ukraine — et ainsi bloquer l'accès de la Chine au marché ukrainien.

Les tentatives de Zelensky de sauver ce qui peut l'être ne sont pas seulement l'expression d'un doute croissant, mais elles mènent aussi à l'amère prise de connaissance que la fin de la guerre, si elle a réellement lieu, ne satisfera ni la justice historique — pour laquelle Poutine devrait répondre devant le tribunal pour crimes de guerre de La Haye — ni n'apportera probablement une sécurité durable à l'Ukraine et à l'Europe.

Une paix sans justice

Des fuites d'informations sur des manœuvres militaires du camp Trump éclairent la fin de la guerre. Selon ce plan, l'Ukraine devrait renoncer à son adhésion à l'OTAN pendant 20 ans et, en échange, être massivement armée par l'Occident afin de dissuader Moscou de nouvelles attaques. Sur les 1300 km de ligne de front — qui s'étendent au travers des quatre Oblastes annexés par la Russie, lesquels ne sont pas totalement contrôlés, une zone tampon serait mise en place, surveillée par des soldats européens. Ces simulations illustrent le peu de considération que le camp Trump est prêt à accorder à ses alliés traditionnels. Le contrôle de la zone tampon à lui seul nécessiterait dix mille soldats. En comparaison, environ des 10 000 soldats de l'ONU qui sont stationnés sur une zone beaucoup plus petite, au sud du Liban. Quand bien même entre temps plusieurs gouvernements se montrassent ouverts à l'idée, les dépenses financières seraient énormes. Le risque d'accrochages entre soldats européens avec les troupes russes se laisserait à peine éviter et mènerait intérieurement à des querelles politiques. Mais il est aussi clair que

l'Ukraine a besoin de garanties de sécurité fiables, sinon un tel cessez-le-feu ne durera pas longtemps.

Triangle de Weimar

Le 19 novembre 2024, à l'invitation de la Pologne, s'est réuni le triangle de Weimar. Outre l'Allemagne, la France et la Pologne, en font aussi partie l'Italie et l'Espagne — les pays, grands en surfaces et économiquement forts de l'UE — ainsi que la puissance atomique de la Grande Bretagne qui se rapproche de nouveau de l'Europe sous la gouvernance de son Premier ministre travailliste, Keir Starmer. C'est le signe qu'en partie, l'UE a compris qu'elle devait plus fortement s'engager sur sa frontière avec la Russie. Si ces échanges devaient se poursuivre, un tel forum pourrait fournir le centre de pouvoir indispensable pour maintenir Kiev en vie et Moscou sous contrôle. Comme cela a souvent été le cas lors des crises de ces dernières années, les gouvernements doivent prendre l'initiative de trouver une réponse commune. En raison de son histoire douloureuse de lutte pour la liberté contre les occupants, la Pologne pourrait désormais assumer ce rôle. Pourtant le triangle de Weimar élargi monte aussi qu'il faut atteindre une Europe unie entre temps, à l'inclusion des forces illibérales. L'Italie et les Pays-Bas sont deux pays de droite parmi les contributeurs nets de l'UE, qui deviendront de plus en plus importants à l'avenir. Après tout, leur implication a approfondi la division au sein des forces autoritaires. Il est difficile d'imaginer dans quelle situation se trouverait l'Europe si Rome et La Haye s'étaient rangées du côté de Budapest et de Bratislava — et donc du côté de Moscou.

L'Europe entre érosion & responsabilité

Nous sommes encore loin, entre temps, de l'optimisme réformateur de l'avant-corona. L'alliance des forces des gouvernements illibéraux représente un autre danger pour les fondements normatifs de l'Europe, en train de s'éroder sans plus. Cela se révèle aux frontières

extérieures de l'Europe. Dans le traitement des personnes en quête de protection, la pression juridique et la régression dans nombre des 27 États membres ont déjà transformé en partie la revendication européenne en matière de droits de l'homme en une véritable farce. Qu'est-ce que cela veut dire si la cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni, pût construire toute seule un pont vers Donald Trump ? Elle est en amitié profonde avec l'oligarchie technologique, Elon Musk. Avec Trump lui-même, elle partage une alliance idéologique, quand bien même si, autrement que Victor Orbán, elle se trouve au côté de Kiev. Il n'est pas certain actuellement que l'intégration des forces nationalistes de droite dans la politique officielle de l'UE conduise à leur endiguement. La lutte de la démocratie contre l'autoritarisme pourrait se faire au prix d'un évitement de la démocratie depuis l'intérieur de l'Europe.

5. Perspective

Une question centrale du futur demeure sans réponse, à la fois pour les acteurs de la grande Régression, comme pour les forces des libéraux de

l'économie, lesquels en restent « droits dans leurs bottes » face à la nécessité de la croissance du passé : Comment la communauté humaine doit-elle se comporter face à la destruction croissante de la Terre dans l'anthropocène ? Après la seconde Guerre mondiale, le bien-être croissant, des revendications croissantes d'une population croissante, devait être satisfait — et il fallait stopper le fascisme. Or, le modèle actuel réussi, depuis l'après-guerre, détruit désormais de plus en plus les conditions d'une vie écologique. La contradiction entre Nord et Sud, et celle aussi entre l'actuelle génération et celle future, restent fondamentalement non résolues. Les résultats de la COP-29, la conférence sur le climat des Nations Unies, montrent que les contradictions s'aggravent et avec elles aussi les conflits. Si Trump renouvelle son bail à la Maison blanche, le monde risque de perdre quatre autres années — pour la protection du climat, pour la défense de la démocratie et pour la transformation de l'ordre international, dont les USA étaient le pilier de soutien le plus important depuis la dernière guerre. Quatre années durant lesquelles le

monde se laissera glisser sans être orienté. Malgré ses tensions et défis internes, l'Union Européenne doit à présent devenir la vertu défendant la démocratie et le multilatéralisme courageusement contre les déserts croissants de l'autoritarisme et du bonapartisme — contre toutes les contradictions.

Sozialimpulse 4/2024.

(Traduction Daniel Kmiecik)

André Bleicher, né en 1963 ; il achève une formation d'électro-mécanicien ; études de gestion d'entreprise et travaille comme enseignant en gestion d'entreprise, en parcourant toutes les étapes d'une carrière scientifique : à l'université brande-bourgeoise Cottbus, celle de Leipzig et de l'université Lumière II de Lyon et la grande école spécialisée de Salzbourg. Depuis 2012, il travaille à la « Hochschule Biberach », dont il est le recteur depuis 2017. De 2014 à 2023, en tant que manager scientifique, il fut actif à l'interface entre science et politique. Il s'intéresse au fond à tout ce qui peut se structurer et se développer à l'instar d'une théorie. Ses principaux points forts de recherche sont la direction durable d'entreprise, les relations du travail, la démocratie économique. Actuellement il se préoccupe principalement du devenir des institutions académiques.

Littérature

Bauermann, Tom / Steffen, Sabine / Watt, Andrew (2024) : *Inflation Reduction Act, schlecht zu Europa ? Erste empirische Befunde für die USA [La loi sur la réduction de l'inflation, mauvaise pour l'Europe ? Premiers résultats empiriques pour les États-Unis]*, IMK-Report 191.

Decker, Frank (2004) : *Der neue Rechtspopulismus [Le nouveau populisme de droite]*, Wiesbaden.

Habermas, Jürgen (2023) : *Ein Playdoyer für Verhandlungen [Un appel à la négociation]* dans *Süddeutsche Zeitung* du 14.02.2023.

Hochschildt, Arlie Russel (2017) : *Fremd in Ihrem Land Eine reise ins Herz der amerikanischen Rechten [Étranger dans leur pays Un voyage au cœur de la droite américaine]* Wiesbaden.

Hochschildt, Arlie Russel (2024 a) : *Loss, Shame, and the Rise of the Right [Perte, honte et montée de la droite]*, New York.

Hochschildt, Arlie Russel (2024 b) : *Wir haben die Augen vor der Wahrheit verschlossen [Nous avons fermé les yeux sur la vérité]*, *Die Zeit* du 04.11.24.

Kellershohn, Helmut (2016) : *Vorbürgerkrieg* dans Gießelmann, B./Heun, R./Kerst, B./Suermann, L. & Virchow, F. (éditeurs), *Handwörterbuch rechtsextremer Kampfbegriffe [Dictionnaire des termes de combat de l'extrême droite]* (pp.326-339), Schwalbar am Taunus.

Marc, Karl (1960) : *Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte [Le 18 brumaire de Louis Bonaparte]*, dans : *MEW*, vol.8, Dietz Verlag

Müller, Heiner (2017) : *Für alle reicht es nicht. Texte zum Kapitalismus [Pas assez pour tout le monde. Textes sur le capitalisme]* Frankfurt.

Packer, George (2024) : *The End of Democratic Delusions [La fin des illusions démocratiques]* dans *The Atlantic* : consulté le 23.12.2024.

<https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2025/01/trump-reelection-voter-demographic-change/680752/>

Polanyi, Karl (1992) : *The Great Transformation [La grande transformation]*, Frankfurt.

Steil, Armin (1984) : *Die imaginäre Revolt [La révolte imaginaire]* Marburg.

Steinberg, David / MacDowell, Daniel & Aylac, Erdem (2024) : *The Impact of Inflation on Support for Kamala Harris in the 2024 Presidential Election [L'impact de l'inflation et le soutien à Kamala Harris lors de l'élection présidentielle de 2024]*. Consulté au site :

<https://ssrn.com/abstract=5019711> ou bien <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.5019711>

Weiß, Volker (2017) : *Die autoritäre Revolte. Die neue Rechte und der Untergang des Abendlandes [La révolte autoritaire. La nouvelle droite et le déclin de l'Occident]* Stuttgart.